

9 novembre 2017

Honorable Chrystia Freeland
Ministre des affaires étrangères
Lester B. Pearson Building, Tower A, Level 8
125 Sussex Drive
Ottawa, ON K1A 0G2

Excellence Honorable Ministre,

Subsidiairement à notre lettre du 5 juin 2017 que le Premier ministre vous a transmise, nous voudrions nous enquerir sur des actions de votre ministère en vue de faciliter l'alternance politique en R.D.C. au terme du mandat constitutionnel du Président Joseph Kabila depuis le 31 décembre 2016.

En effet, puisque l'accord du 31 décembre 2016 entre le pouvoir et les forces du changement, qui devrait permettre une gestion transitoire apaisée, n'a pas été respecté et que des reports continus de l'organisation du scrutin présidentiel dénotent de la résistance de M. Kabila à l'alternance politique, le gouvernement du Canada ne devrait-il pas afficher sa position claire et nette par rapport à la crise congolaise?

Comme vous le savez, la majorité des observateurs de la politique congolaise sont las des dialogues politiques dont les accords ne sont pas respectés. Tant des organisations de la société civile que des partis d'opposition qui constituent les forces du changement dans la société congolaise estiment que M. Kabila, contrairement à sa responsabilité constitutionnelle d'assurer le fonctionnement régulier de l'État (art. 69 de la constitution congolaise) est celui qui bloque l'organisation du scrutin présidentiel en vue de se maintenir au pouvoir. Il est dès lors compréhensible qu'ils en viennent à réclamer la mise en place d'une transition sans Kabila.

Le maintien au pouvoir, par la force ou par la malice, tel que M. Kabila le pratique ne devrait plus être toléré par quelque gouvernement responsable que ce soit. Reconnaissons avec NIKKI HALEY, l'ambassadrice américaine à l'ONU qui a fait

remarquer lors de sa récente visite en RDC, que les reports du scrutin présidentiel renchérisse la crise congolaise, ce mélange de l'insécurité généralisée, des déplacements massifs des habitants, de la corruption, du pillage des richesses du pays, des répressions massives des citoyens et de la misère sociale.

Étant donné la nécessité de l'alternance politique en RDC et convaincus de l'influence que le Canada peut exercer sur le régime de Kinshasa, nous recommandons votre implication pour convaincre M. Kabila à quitter librement ses fonctions et permettre une transition prête à organiser les élections attendues par le peuple congolais. Nous serions disposés à vous rencontrer, à votre meilleure convenance, pour des éclaircissements éventuels.

Veillez agréer, Excellence madame la ministre, l'expression de notre haute considération.

Pour CHRC

David Kilgour
Co-président

Marc Kapend
Co-président